

Tous à Denfert le 22 juin pour une nouvelle majorité qui abolisse les lois dites anti-racistes

écrit par Christine Tasin | 31 mai 2013



Je participerai à la [conférence de](#) presse de Riposte Laïque lundi prochain : *“Halte au harcèlement judiciaire, liberté d’expression !”* Tel sera son mot d’ordre.

Un constat : non seulement les lois dites antiracistes limitent la liberté d’expression, non seulement elles ne changent rien aux inconvénients de l’immigration à grande échelle que chacun constate au quotidien et donc à une forme de xénophobie qui risque, précisément, de naître, mais en plus ces lois deviennent un outil pour installer une dictature qui ne dit pas son nom.

En effet, comme Pierre Cassen l’[explique](#) fort bien sur *Boulevard Voltaire*, les individus, associations, medias et partis qui ne sont pas “politiquement corrects” se retrouvent trop fréquemment victimes de poursuites judiciaires pour que ce soit le fait du hasard.

On veut nous faire taire.

On répondra à ceux qui prétendraient qu'il n'y a pas de fumée sans feu que si nos associations ou partis étaient vraiment des dangers pour notre pays et nos concitoyens, il y a beau temps qu'ils seraient dissous, tout simplement. On sait à quel point Manuel Valls en rêve mais on sait aussi que, jusqu'à présent, il n'a pas trouvé de raison suffisante pour le faire, même dans la dictature Taubira-Mur des Cons.

Alors tout est bon pour nous faire taire pendant qu'on ignore, délibérément, les vrais dangers.

Parce que le corollaire de cet acharnement judiciaire contre les patriotes c'est, aussi, la justice à deux vitesses qui s'installe, pernicieuse et dangereuse. Comment élever des enfants dans un monde où un Ministre de l'Intérieur se déplace pour un peu de sang sur une mosquée mais où un procureur décide que les menaces de mort publiques d'un Cortex contre une Christine Tasin sont sans importance ? Comment élever des enfants dans un monde où un autre procureur décide de poursuivre en justice la même Christine Tasin pour un texte où elle s'élève contre la violence sucée avec le coran par les Mahométans, violence susceptible d'amener des gens mal dans leur peau à passer à l'action ? Comment élever des enfants dans un monde où des racailles tirent à la kalachnikov sur des policiers et ne sont pas poursuivis ?

Or, il en est des patriotes comme du FN de Marine Le Pen que les milices fascistes de Mélenchon et autres gôchistes tentent d'interdire de parole. En prétendant que, les uns et les autres, nous serions dangereux pour justifier notre mise à l'écart, notre diabolisation, gôchistes, associations antiracistes et magistrats se donnent un pouvoir dictatorial, celui de décréter, à la place de l'Etat, de ce qui est nuisible pour lui. Avec la complicité du dit état. On se souviendra, dans ce registre, du pitoyable [article](#) où G. Weill-Raynal en appelait carrément à Taubira pour faire taire et Robert Ménard et moi.

C'est le retour de la féodalité. C'est le retour de la lettre de cachet.

Et ce sont des gens qui se prétendent de gauche qui font ainsi fi de l'objectivité, de la loi, de la justice, afin de nous ramener à avant 1789, sans état d'âme.

Je ne veux pas de cette société-là.

Nos ancêtres ont-ils donné leur vie pour que, un peu plus de deux cents ans plus tard, nous en soyons réduits à appeler de nos vœux une nouvelle nuit du 4 août ?

A Résistance républicaine, nous sommes des légalistes. Nous défendons notre constitution et nos lois.

Cela n'empêche pas de dénoncer des lois mauvaises pour le vivre ensemble, des lois mauvaises pour la liberté d'expression.

C'est pourquoi le prolongement de la conférence de presse de lundi prochain sera la manifestation du 22 juin. Pour demander la dissolution de l'Assemblée nationale, afin qu'une nouvelle majorité abolisse ces lois iniques et dangereuses qui n'ont été faites que pour hâter le Grand Remplacement de notre population, de nos valeurs, de notre civilisation.

Christine Tasin